

Pas de paix sans **Fierté** : Intégrer les perspectives LGBTQI+ dans l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité



Note de politique | 2025



CCYPS
Coalition canadienne
Jeunesse, paix et
sécurité

Remerciements



© Coalition canadienne Jeunesse, paix et sécurité (CCYPS), janvier 2025

Cette note de politique a été rendue possible grâce aux contributions de jeunes et de collaborateur(trice)s à l'échelle mondiale impliqué(e)s dans le Groupe de travail sur « Queering » l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité de la CCYPS.

Auteurs : Katrina Leclerc et Alexandria Bohémier

Citation suggérée :

Leclerc, K., & Bohémier, A. (2025). Pas de paix sans Fierté : Intégrer les perspectives LGBTQI+ dans l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité. Coalition canadienne Jeunesse, paix et sécurité. <https://www.canadayps.org/no-peace-without-pride>

Résumé exécutif

Cette note de politique met en lumière la nécessité impérieuse d'intégrer l'approche *Queering Peace and Security (QPS)* à l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS), afin de garantir que les jeunes LGBTQI+ soient représenté(e)s, protégé(e)s et soutenu(e)s au sein des cadres mondiaux de consolidation de la paix. L'agenda JPS, structuré autour des piliers de la participation, la protection, la prévention, les partenariats et le désengagement/réinsertion, met en avant la jeunesse comme acteur(rice) de changement positif en matière de paix et sécurité. Cependant, les cadres existants omettent souvent d'inclure adéquatement la diversité des expériences des jeunes LGBTQI+. Le QPS vise à combler ces lacunes en promouvant des pratiques de consolidation de la paix inclusives, équitables et résilientes qui valorisent les identités et les contributions des personnes LGBTQI+.

Dans de nombreuses régions, les jeunes LGBTQI+ continuent de faire face à de graves défis, notamment la criminalisation, la stigmatisation sociale et la discrimination légale. Plus de 65 pays criminalisent encore les relations consensuelles entre personnes de même sexe, avec des sanctions allant d'amendes à la peine capitale dans 12 pays. Ces lois exposent les personnes LGBTQI+ à la violence et à l'exclusion systémique, tout en entravant leur accès à des services essentiels, à l'éducation et à des opportunités économiques, accentuant ainsi leur isolement. Les pratiques discriminatoires vont au-delà des lois : des stigmatisations sociales enracinées et une censure d'État empêchent les jeunes LGBTQI+ de participer à la vie publique, d'accéder à des espaces sûrs et de défendre leurs droits.



Pour utiliser l'agenda JPS comme cadre d'inclusion des personnes appartenant à la communauté LGBTQI+, cette note propose des voies stratégiques et des recommandations politiques à l'intention des États membres et des agences onusiennes :

- 1.Élargir les résolutions JPS pour reconnaître les besoins des personnes LGBTQI+ :** Collaborer avec des allié(e)s régionaux pour garantir que les résolutions futures intègrent un langage inclusif LGBTQI+, reconnaissant les besoins uniques et les contributions des personnes LGBTQI+ dans l'agenda JPS. Cette approche vise à intégrer l'inclusivité dans les cadres existants plutôt qu'à défendre des résolutions autonomes, répondant ainsi aux défis posés par l'opposition de certains membres du Conseil de sécurité disposant d'un droit de veto.
- 2.Promouvoir la représentation des personnes LGBTQI+ dans les processus de paix :** Assurer une représentation formelle des jeunes LGBTQI+ dans les rôles consultatifs et décisionnels au sein des dialogues sur la paix et la sécurité.
- 3.Institutionnaliser des approches intersectionnelles :** Adopter des politiques intersectionnelles pour répondre aux identités croisées et aux besoins des jeunes LGBTQI+ affecté(e)s par les conflits.
- 4.Contrer les mouvements anti-droits par un plaidoyer multilatéral :** Travailler avec des organismes internationaux pour contester les politiques anti-LGBTQI+, particulièrement dans les régions où les réformes rencontrent une résistance.
- 5.Fournir un financement pour les initiatives dirigées par des jeunes LGBTQI+ :** Soutenir les programmes dirigés par des jeunes LGBTQI+ qui renforcent la résilience communautaire et contribuent à des efforts de paix inclusifs.

En mettant en œuvre ces recommandations, les organismes de la société civiles (OSC), les États membres et les agences onusiennes peuvent promouvoir une approche inclusive et intersectionnelle de la paix et de la sécurité, permettant aux jeunes LGBTQI+ de devenir ainsi qu'être des leaders et des défenseur(e)s. Cette approche constitue une étape cruciale vers une vision de la paix durable, juste et représentative des identités diverses qui renforcent la résilience mondiale.



Introduction

Les résolutions sur la Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) marquent un tournant transformationnel, reconnaissant les jeunes^[1] comme des agents puissants de changement positif dans la consolidation de la paix. Cependant, les cadres traditionnels de l'agenda JPS n'ont pas pleinement réussi à représenter la diversité des expériences des jeunes, en particulier les besoins et contributions des jeunes LGBTQI+.^[2] Dans de nombreuses régions, ces dernier(ère)s continuent de subir d'exclusion, de criminalisation et même de violences, ce qui les empêche de participer aux processus de paix et limite leur accès à des espaces sécuritaires. L'intégration de l'approche Queering Peace and Security (QPS) dans l'agenda JPS offre une voie pour combler ces lacunes, élargissant la paix et la sécurité afin d'inclure les expériences de tou(te)s les jeunes.

L'émergence de l'approche QPS s'appuie largement sur les avancées de la communauté Femmes, Paix et Sécurité (FPS), qui a plaidé pour des cadres de paix et sécurité inclusifs sur le plan du genre. L'agenda FPS a joué un rôle clé dans l'élaboration de politiques centrées sur la voix des femmes, la protection de leurs droits et la reconnaissance des impacts genrés des conflits, établissant ainsi un modèle pour d'autres cadres inclusifs. L'approche QPS tire parti de ces fondations pour étendre l'inclusivité de l'agenda FPS, répondant aux besoins des personnes LGBTQI+ s'identifiant comme femmes, qui subissent souvent des risques accrus et sont exclues des processus de paix traditionnels. Cette note de politique explore comment l'intégration de QPS dans l'agenda JPS peut promouvoir des pratiques de consolidation de la paix plus inclusives, équitables et résilientes, respectant toutes les identités.

Que signifie LGBTQI+ ?

L'acronyme LGBTQI+ représente un éventail d'identités liées au genre, à la sexualité et à l'orientation, comprenant notamment :

[1] Dans le contexte de cette note de politique, les jeunes sont définis comme des personnes âgées de 18 à 30 ans.

[2] Au Canada, l'acronyme 2SLGBTQI+ est utilisé pour inclure les personnes bispirituelles—un terme issu des cultures autochtones nord-américaines désignant des individus qui incarnent à la fois des esprits masculins et féminins. Les personnes bispirituelles occupent souvent des rôles spirituels ou culturels uniques, mettant en lumière la diversité des identités de genre dans les sociétés autochtones précoloniales. Pour les besoins de cette note, nous utilisons le terme LGBTQI+ afin de nous aligner sur la terminologie reconnue à l'international, tout en reconnaissant l'importance des identités bispirituelles dans les communautés canadiennes et autochtones.

- 
- **L (Lesbienne)** : Femmes attirées romantiquement et/ou sexuellement par d'autres femmes.
 - **G (Gai)** : Terme principalement utilisé pour décrire les hommes attirés romantiquement et/ou sexuellement par d'autres hommes, bien qu'il soit également employé comme terme générique pour désigner l'attraction entre personnes du même sexe.
 - **B (Bisexual(le))** : Personnes attirées romantiquement et/ou sexuellement par plus d'un genre.
 - **T (Transgenre)** : Personnes dont l'identité de genre diffère du sexe qui leur a été assigné à la naissance.
 - **Q (Queer)** : Terme général pour désigner les identités sexuelles et de genre non normatives, réapproprié d'un terme autrefois péjoratif afin de remettre en question les cadres binaires.
 - **I (Intersexe)** : Désigne les personnes nées avec des caractéristiques biologiques ne correspondant pas aux définitions conventionnelles de masculin ou féminin.
 - **+** (**Plus**) : Représente d'autres identités au-delà de celles spécifiquement listées, reconnaissant la nature fluide et évolutive du genre et de la sexualité.

Ces identités apportent chacune des dimensions culturelles, sociales et historiques uniques. Cependant, les personnes LGBTQI+ dans le monde entier font face à de graves disparités en matière de droits et de protections. Dans de nombreuses régions, ces identités sont criminalisées ou socialement stigmatisées, exposant les personnes LGBTQI+ à la violence, à l'exclusion et à la marginalisation, particulièrement dans les contextes de conflit et de post-conflit.

Comprendre l'approche Queering Peace and Security (QPS) et la déconstruction des normes dans l'agenda JPS

Définition de QPS :

L'approche *Queering Peace and Security (QPS)* est un cadre qui repense la paix et la sécurité à travers une perspective LGBTQI+, en plaidant pour des politiques qui incluent et protègent les identités marginalisées. QPS reconnaît que la paix ne peut être atteinte si les personnes LGBTQI+ restent vulnérables à la violence, à l'exclusion et à l'oppression.

En mettant ces perspectives au premier plan, les défenseur(e)s de QPS cherchent à démanteler les normes de genre restrictives et à élargir les cadres de paix et de sécurité pour mieux répondre aux besoins des personnes queer,^[3] en particulier celles vivant dans des zones de conflit.

Pourquoi « déconstruire » l’agenda JPS ?

Le concept de « déconstruction » remet en question les hypothèses conventionnelles et hétéronormatives au sein des cadres de paix et de sécurité, en promouvant des politiques qui reflètent des identités et des expériences diverses. Inspirée par les efforts des défenseur(e)s de l’agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) pour déconstruire les paradigmes hétéronormatifs, cette approche encourage des initiatives qui placent les jeunes LGBTQI+ en tant que leaders dans la consolidation de la paix, défenseur(e)s dans les dialogues politiques et acteur(rice)s centraux(ales) dans la promotion d’une paix inclusive. En transformant le processus même de consolidation de la paix, la déconstruction de l’agenda JPS garantit que les jeunes LGBTQI+ ne soient plus marginalisé(e)s mais bien au cœur de la vision d’une paix durable.

Reconnaître les résistances et les mouvements anti-droits : L’état global des droits des personnes LGBTQI+

Les efforts visant à intégrer les perspectives LGBTQI+ dans les cadres de paix et de sécurité rencontrent des défis majeurs liés aux mouvements anti-droits, à des législations restrictives et à des stigmas sociaux profondément enracinés dans de nombreuses régions. À l’échelle mondiale, plus de 65 pays criminalisent les relations consensuelles entre personnes de même sexe, avec des sanctions allant d’amendes et d’emprisonnement au travail forcé, à la peine corporelle, et, dans les cas extrêmes, à la peine de mort. Dans 12 pays, la peine de mort est une sanction légale pour les relations homosexuelles, illustrant les graves

[3] Le terme « queer » est utilisé intentionnellement dans cette note de politique comme un identifiant réapproprié et valorisant qui remet en question les paradigmes hétéronormatifs et cisnormatifs. Bien que nous reconnaissons l’histoire de ce terme en tant qu’insulte péjorative, notamment dans des contextes où il a été utilisé contre les personnes LGBTQI+, nous embrassons son évolution en un symbole de résistance, de fierté et d’inclusivité. En employant « queer », nous cherchons à honorer son potentiel transformateur pour favoriser une compréhension plus inclusive et diversifiée de la consolidation de la paix.

conséquences auxquelles les personnes LGBTQI+ sont confrontées sous ces régimes. Ces lois perpétuent une violence systémique, renforcent l'exclusion et empêchent les jeunes LGBTQI+ de participer à la vie publique, aux processus de paix ou même d'accéder aux ressources essentielles à leur bien-être. Les cadres juridiques criminalisant les identités LGBTQI+ isolent non seulement les jeunes queer mais augmentent aussi leur vulnérabilité à l'exploitation, à la violence et à une marginalisation accrue.

Même dans les pays dépourvus de lois explicitement anti-LGBTQI+, les stigmas sociaux omniprésents représentent des obstacles majeurs pour les personnes LGBTQI+. Les normes et préjugés dominants conduisent fréquemment à des discriminations qui se manifestent par des intimidations, du harcèlement et des exclusions dans les écoles, les milieux de travail et les espaces communautaires. Les jeunes LGBTQI+ se retrouvent souvent isolé(e)s des opportunités éducatives et économiques, augmentant ainsi les risques pour leur sécurité et leur bien-être.

De plus, des pratiques néfastes comme les thérapies de conversion, qui prétendent à tort modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, infligent de graves souffrances psychologiques et physiques, renforçant la marginalisation et les défis en matière de santé mentale auxquels ces jeunes sont confronté(e)s. Ces pressions sociétales forcent les jeunes LGBTQI+ à vivre dans des situations précaires, limitant leur capacité à mener une vie sûre et épanouissante.

Les influences politiques et religieuses alimentent fréquemment les mouvements anti-droits, présentant les identités LGBTQI+ comme étrangères, immorales ou incompatibles avec les valeurs traditionnelles. Dans certaines régions, les dirigeant(e)s politiques et les autorités religieuses amplifient cette rhétorique, dépeignant les identités LGBTQI+ comme des menaces à la cohésion sociale ou à l'intégrité culturelle. Par exemple, en Europe de l'Est, le plaidoyer en faveur des droits LGBTQI+ est parfois présenté comme un agenda étranger visant à déstabiliser les valeurs nationales.

Cette narration isole non seulement les jeunes LGBTQI+, mais légitime également une discrimination généralisée à leur égard, renforçant les obstacles à leur inclusion dans la société au sens large.



La censure étatique aggrave davantage la répression de l'expression et du plaidoyer LGBTQI+. Les lois anti-propagande, telles que l'interdiction de la « propagande homosexuelle » en Russie, restreignent la liberté d'expression et de rassemblement des personnes LGBTQI+ sous prétexte de protéger la « moralité publique ». Ces lois empêchent les jeunes LGBTQI+ d'accéder à des ressources valorisantes, de défendre leurs droits ou de participer ouvertement à la vie communautaire, réduisant ainsi leur voix au silence et exacerbant leur marginalisation. Ces législations de censure limitent également la capacité des personnes LGBTQI+ à se connecter à des réseaux de soutien et entravent leur participation aux processus sociaux et politiques, y compris à la consolidation de la paix.

Les répercussions de ces environnements hostiles s'étendent à la santé physique et mentale des jeunes LGBTQI+, qui sont touché(e)s de manière disproportionnée par des défis tels que l'anxiété, la dépression et le suicide. Le manque d'accès à des soins affirmant le genre et à des services de santé mentale—souvent en raison de stigmas sociaux, de restrictions légales ou de discriminations dans les systèmes de santé—place ces jeunes dans une position de désavantage extrême. Cette exclusion des services essentiels compromet leur bien-être et limite leur capacité à participer à la société, y compris aux efforts de paix et de sécurité où leurs perspectives uniques sont pourtant cruciales.

L'hostilité mondiale envers les personnes LGBTQI+ est en contradiction directe avec les principes fondamentaux de l'agenda JPS, qui vise une inclusion significative et la participation de tou(te)s les jeunes à la construction de la paix. La criminalisation, l'exclusion sociale et la stigmatisation des jeunes LGBTQI+ créent des obstacles à des processus de paix inclusifs et résilients.

Pour que l'approche QPS réussisse au sein de l'agenda JPS, il est essentiel de démanteler ces structures anti-droits en plaidant pour des réformes légales, en promouvant des politiques sociales de soutien et en contestant les récits discriminatoires. S'attaquer à ces obstacles est crucial pour construire une base inclusive au sein de l'agenda JPS, où les jeunes LGBTQI+ sont protégé(e)s, soutenu(e)s et en mesure de contribuer de manière significative à la consolidation de la paix, faisant progresser une vision plus juste et diversifiée de la paix et de la sécurité.





Le rôle de la société civile dans l'intégration des LGBTQI+ dans l'agenda JPS

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel dans l'avancement de l'inclusion des jeunes LGBTQI+ au sein des cadres de paix et de sécurité, agissant souvent comme des défenseur(e)s indispensables pour ces jeunes dans les régions où le soutien de l'État est limité ou inexistant. Des organisations comme *OutRight International*, *Human Rights Watch* et l'*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA)* œuvrent à l'échelle mondiale pour documenter les violations des droits humains envers les personnes LGBTQI+, attirer l'attention internationale sur les politiques discriminatoires, la violence sanctionnée par l'État et l'exclusion systémique. En exposant ces injustices, ces organisations établissent une base solide pour le plaidoyer, exhortant les gouvernements et les organismes internationaux à protéger les droits des personnes LGBTQI+ et à démanteler les législations préjudiciables.

Dans les régions où la résistance politique ou religieuse aux droits LGBTQI+ est particulièrement forte, les organisations locales et de base offrent un soutien crucial aux jeunes LGBTQI+ en leur fournissant des espaces sûrs, des soins de santé, des services de santé mentale et une assistance juridique. Ces OSC jouent un rôle vital, en particulier dans les pays dotés de lois anti-LGBTQI+ ou de normes culturelles stigmatisantes. À travers leur travail, elles ouvrent des voies pour que les jeunes LGBTQI+ accèdent aux ressources nécessaires, se connectent à des communautés de soutien et trouvent des plateformes pour défendre leurs droits. Ce soutien communautaire est fondamental pour combler les lacunes laissées par les politiques nationales et constitue un élément clé pour promouvoir l'inclusion des jeunes LGBTQI+ dans le cadre de l'agenda JPS.

De plus, ces OSC sont souvent en première ligne pour contester les récits anti-droits, en utilisant l'éducation, des publications et des campagnes de plaidoyer pour sensibiliser aux enjeux LGBTQI+. En favorisant la compréhension au sein des communautés et en plaidant pour des politiques inclusives, elles contribuent à instaurer une culture d'acceptation et de résilience.



Ces efforts soutiennent non seulement les personnes LGBTQI+, mais promeuvent également les valeurs de dignité, de respect et de justice qui sous-tendent l’agenda JPS. Reconnaître le rôle essentiel des organisations de la société civile renforce l’idée qu’une paix inclusive nécessite un effort collaboratif, les OSC apportant expertise, plaidoyer et soutien qui enrichissent le cadre QPS.

Exploiter l’agenda JPS pour le plaidoyer en faveur des jeunes LGBTQI+

Pour promouvoir efficacement l’inclusion des jeunes LGBTQI+ dans les cadres de paix et de sécurité, les défenseur(e)s peuvent s’appuyer sur l’agenda JPS comme un outil puissant pour faire avancer leur travail. L’agenda JPS offre un cadre mondialement reconnu qui met en avant les jeunes en tant qu’acteur(rice)s essentiels dans la consolidation de la paix, ouvrant la voie à l’intégration des perspectives LGBTQI+ dans les initiatives de paix et de sécurité.

Les défenseur(e)s, activistes et organisations LGBTQI+ peuvent utiliser les cinq piliers de l’agenda JPS—Participation, Protection, Prévention, Partenariats et Désengagement et Réinsertion—comme une approche structurée pour leurs efforts de plaidoyer, en favorisant une inclusion intersectionnelle au sein des cadres de paix.

Pilier 1

Participation

Les défenseur(e)s des droits LGBTQI+ peuvent s’appuyer sur l’accent mis par l’agenda JPS sur la participation des jeunes pour exiger une représentation au sein des espaces décisionnels en matière de paix et de sécurité, garantissant que les jeunes LGBTQI+ aient une voix dans l’élaboration des politiques qui affectent directement leur vie.

En faisant progresser le principe de participation, les défenseur(e)s affirment que les processus de paix sont incomplets sans une représentation inclusive des identités diversifiées.



Pilier 2

Protection

L'accent mis par l'agenda JPS sur la protection répond au besoin urgent de protéger les personnes LGBTQI+ contre la violence ciblée, la discrimination et les persécutions légales.

Les défenseur(e)s des droits LGBTQI+ peuvent s'appuyer sur ce pilier pour réclamer des politiques qui défendent les jeunes queer contre la violence systémique et créent des environnements sûrs où ils/elles/iels peuvent s'engager ouvertement et en toute sécurité dans les efforts de paix.

Pilier 3

Prévention

L'inclusion des jeunes LGBTQI+ dans l'agenda JPS contribue également à prévenir davantage de discrimination et de violence.

Les défenseur(e)s peuvent s'appuyer sur ce pilier pour s'attaquer aux causes profondes de l'exclusion (y compris le concept de « violence d'exclusion » établi dans l'Étude de progrès JPS de 2018), en remettant en question les lois discriminatoires, en favorisant la compréhension et en combattant les récits qui marginalisent les jeunes queer. Cette approche préventive renforce la résilience et réduit l'hostilité envers les communautés LGBTQI+.

Pilier 4

Partenariats

Le pilier des partenariats de l'agenda JPS met en avant l'importance de la collaboration entre les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, les gouvernements et les organismes internationaux.

Les organisations LGBTQI+ peuvent utiliser ce cadre pour créer des alliances qui favorisent une paix intersectionnelle, en collaborant avec la communauté JPS pour intégrer les perspectives queer dans des agendas plus larges de paix et de sécurité.



Pilier 5

Désengagement et Réinsertion

L'accent mis par l'agenda JPS sur le désengagement et la réinsertion des jeunes affecté(e)s par les conflits est particulièrement pertinent pour les jeunes LGBTQI+, qui peuvent subir exclusion ou traumatismes en raison de leurs identités. Les défenseur(e)s peuvent œuvrer à la création de programmes spécifiquement destinés à soutenir la réinsertion des jeunes LGBTQI+, en répondant à leurs besoins uniques et en favorisant une récupération inclusive au sein des communautés post-conflit.

L'agenda JPS offre un espace transformateur pour l'inclusion des jeunes LGBTQI+ dans les cadres de paix et de sécurité, rompant avec les limites des cadres existants qui prétendent souvent être inclusifs mais échouent à créer des environnements sûrs pour les personnes de diverses identités et expressions de genre. Contrairement aux paradigmes plus larges de paix et de sécurité, qui se centrent fréquemment sur des normes de genre binaires et des présomptions hétéronormatives, l'agenda JPS valorise intrinsèquement la diversité et les perspectives uniques des jeunes, y compris celles marginalisées par les systèmes traditionnels.

De nombreux cadres mondiaux, y compris l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS), mettent l'accent sur l'égalité des genres mais omettent souvent de reconnaître explicitement les personnes transgenres et non binaires, renforçant ainsi involontairement l'exclusion. De plus, les espaces fournis par ces cadres peuvent être peu sûrs pour les participant(e)s transgenres, qui peuvent être confronté(e)s à des mégenrages, du symbolisme de façade ou de l'hostilité dans des environnements non préparés à répondre à leurs besoins.

En défendant l'inclusion significative de tou(te)s les jeunes, l'agenda JPS a le potentiel de combler ces lacunes, en plaidant pour des politiques et des pratiques qui valorisent les voix des jeunes transgenres en tant qu'acteur(rice)s centraux(ales) dans la consolidation de la paix et la prise de décision. En embrassant ce spectre élargi d'identités, l'agenda JPS garantit non seulement des processus de paix plus inclusifs, mais encourage également une culture de sécurité et de respect pour tous les participant(e)s, rapprochant ainsi une vision véritablement équitable de la paix et de la sécurité.

Intégrer les approches QPS et JPS : Voies stratégiques pour une politique globale

L'intégration des approches QPS dans l'agenda JPS est essentielle pour élaborer des cadres de paix et de sécurité qui reconnaissent et protègent toutes les identités. Les stratégies clés pour atteindre cet objectif comprennent :

1. Élargir les résolutions JPS pour reconnaître les besoins des jeunes LGBTQI+ en coordination avec des allié(e)s régionaux

Élargir les résolutions JPS pour reconnaître les besoins des jeunes LGBTQI+ nécessite une navigation prudente dans les dynamiques géopolitiques du Conseil de sécurité de l'ONU, où certains membres disposant d'un droit de veto peuvent s'opposer à des protections explicites pour les personnes LGBTQI+.

Dans ce contexte, les défenseur(e)s doivent se coordonner avec des allié(e)s régionaux et des États membres favorables en dehors du Conseil de sécurité pour promouvoir des résolutions intégrant un langage inclusif envers les jeunes LGBTQI+, inscrivant ainsi l'inclusivité dans les cadres JPS plus larges. Ces efforts peuvent gagner en traction lors des discussions à l'Assemblée générale, dans les instances régionales et d'autres forums où le droit de veto ne s'applique pas, établissant une base de soutien généralisée qui renforce la protection et reconnaît les besoins des personnes LGBTQI+. Cette approche privilégie l'intégration d'un langage inclusif dans les résolutions existantes plutôt que la promotion de mesures spécifiques exclusivement LGBTQI+, permettant d'avancer dans l'agenda JPS de manière politiquement sensible mais néanmoins percutante.

2. Promouvoir la représentation des LGBTQI+ dans les processus de paix

Reconnaissant qu'une paix inclusive nécessite la participation de tous les groupes marginalisés, les cadres de l'agenda JPS devraient imposer la représentation des jeunes LGBTQI+ dans les processus de paix.



Les efforts de plaidoyer peuvent revendiquer des rôles formalisés pour les jeunes LGBTQI+ au sein des conseils consultatifs, des tables de négociation et des initiatives communautaires de consolidation de la paix. Grâce à cette représentation, les cadres JPS affirment que les perspectives queer sont essentielles à l'élaboration de politiques de paix efficaces et durables, garantissant que tous les jeunes jouent un rôle dans la construction de l'avenir.

3. Institutionnaliser des approches intersectionnelles dans la réponse aux conflits et la reconstruction

Pour intégrer pleinement les principes QPS, les cadres de l'agenda JPS doivent adopter des politiques intersectionnelles prenant en compte des identités multiples et croisées, telles que le genre, la race et la sexualité. Cette approche permet aux politiques JPS de mieux répondre aux expériences complexes des jeunes LGBTQI+ dans les zones de conflit, garantissant que les efforts de consolidation de la paix demeurent inclusifs, adaptables et ancrés dans les réalités des communautés concernées. En institutionnalisant l'intersectionnalité, les cadres JPS peuvent anticiper et prévenir les exclusions, favorisant des stratégies de paix cohérentes et globales.

4. Contre les mouvements anti-droits et la discrimination étatique par un plaidoyer multilatéral

L'agenda JPS doit rester ferme dans son opposition aux mouvements anti-droits et aux politiques discriminatoires qui menacent les droits des personnes LGBTQI+. Lorsque les dynamiques du Conseil de sécurité limitent certaines actions, les défenseur(e)s peuvent collaborer avec des allié(e)s multilatéraux au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil des droits de l'homme (lire : droits de la personne) et des organisations régionales pour renforcer les protections des LGBTQI+ à travers des efforts diplomatiques et la construction de coalitions. Agir en dehors du Conseil de sécurité lorsque cela est nécessaire permet d'éviter les blocages politiques, favorisant des réponses plus fortes et coordonnées qui soutiennent une paix inclusive et résiliente.





Recommandations politiques pour les États membres et les agences de l'ONU

Pour promouvoir l'intégration de l'approche QPS dans le cadre de l'agenda JPS, les États membres et les agences de l'ONU peuvent entreprendre les actions suivantes :

1. Adopter un langage inclusif pour les jeunes LGBTQI+ dans les documents relatifs à la paix et à la sécurité

Un langage inclusif est essentiel pour reconnaître les identités LGBTQI+ au sein de l'agenda JPS. En adoptant un langage neutre et inclusif, les États membres affirment leur engagement en faveur de la diversité et établissent une norme inclusive dans les politiques JPS, renforçant ainsi le principe de Participation en créant des espaces accueillants où la voix des jeunes LGBTQI+ peut être entendue.

2. Garantir la représentation des jeunes LGBTQI+ dans les instances décisionnelles

La représentation des jeunes LGBTQI+ dans les instances décisionnelles, notamment dans les cadres de paix et de sécurité, est essentielle pour élaborer des politiques qui reflètent réellement les expériences de cette communauté. Les États membres et les agences de l'ONU devraient inclure des représentant(e)s LGBTQI+ dans les forums, les négociations et les conseils consultatifs, faisant progresser la Participation et favorisant un dialogue inclusif au sein de l'agenda JPS.

3. Fournir un financement pour les initiatives de paix dirigées par des jeunes LGBTQI+

Un soutien financier est indispensable pour des efforts de paix durables menés par des jeunes LGBTQI+. Les États membres et les agences de l'ONU devraient allouer des fonds à ces initiatives, permettant ainsi aux jeunes LGBTQI+ de diriger des efforts qui renforcent la résilience, plaident pour des politiques inclusives et construisent la paix au sein des communautés. Cette recommandation s'aligne sur les piliers de Protection et de Partenariats, en soutenant des espaces sécuritaires et en collaborant avec divers bâtisseur(e)s de paix.

7. Plaider pour la décriminalisation et des protections légales pour les jeunes LGBTQI+

Les protections légales sont fondamentales pour permettre aux jeunes LGBTQI+ de participer librement à la consolidation de la paix sans craindre les persécutions. Les États membres et les agences de l'ONU doivent plaider pour la décriminalisation des identités LGBTQI+, réduisant ainsi leur vulnérabilité dans les contextes de conflit et promouvant les droits humains. Cela s'aligne sur les piliers de Prévention et de Protection, en protégeant les jeunes LGBTQI+ contre la violence systémique et en leur permettant de s'engager pleinement dans les processus de paix.

Conclusion

L'intégration de l'approche QPS dans l'agenda JPS représente une démarche transformative pour atteindre une véritable inclusivité et résilience dans les cadres mondiaux de paix. En s'appuyant sur les piliers de l'agenda JPS, les défenseur(e)s LGBTQI+ et les organisations de la société civile façonnent une vision de la paix qui reconnaît les expériences, les vulnérabilités et les contributions uniques des jeunes LGBTQI+.

Les organisations de la société civile sont des alliées essentielles dans cette démarche, offrant un plaidoyer, une éducation et un soutien critiques aux personnes LGBTQI+ dans les régions où les protections étatiques sont limitées ou inexistantes. Ces OSC créent également des espaces sécuritaires et fournissent des ressources indispensables, permettant aux jeunes LGBTQI+ d'accéder au soutien nécessaire pour participer de manière significative aux processus de paix et de sécurité. Tandis que les défenseur(e)s travaillent à démanteler les barrières juridiques et sociales, l'agenda JPS offre un outil reconnu à l'échelle mondiale pour amplifier la voix des jeunes LGBTQI+ et intégrer les perspectives queer dans les efforts de consolidation de la paix.



En mettant l'accent sur la Participation, les défenseur(e)s de QPS peuvent réclamer une représentation LGBTQI+ dans les processus de paix ; grâce à la Protection, ils/elles/iels plaident pour des politiques défendant les individus contre la violence systémique ; les efforts de Prévention visent à contester les lois et préjugés discriminatoires, tandis que les Partenariats favorisent des alliances qui encouragent une inclusion intersectionnelle. Enfin, le pilier de Désengagement et Réinsertion soutient les jeunes LGBTQI+ affecté(e)s par les conflits, en les aidant à reconstruire dans des communautés inclusives et bienveillantes.

Avec une collaboration continue des États membres, des agences de l'ONU et de la communauté JPS au sens large, l'approche QPS peut établir une base inclusive pour une paix qui embrasse toutes les identités. Cet engagement constitue une étape majeure vers la construction d'une architecture mondiale de paix qui protège non seulement les droits des jeunes LGBTQI+, mais les place également en tant que leaders, défenseur(e)s et acteur(rice)s actif(ve)s dans la construction d'un avenir sûr, juste et équitable. Ensemble, cette approche unifiée nous rapproche d'une vision de la paix durable, résiliente et accessible à tous les jeunes, tout en promouvant les objectifs fondamentaux de justice et d'équité dans les cadres mondiaux de sécurité.



